

3/12/2022
"Le Monde"

EN MOSELLE, UNE GUERRE DES MORTS ENTRE LA RUSSIE ET L'UKRAINE.

Texte Benoît HOPQUIN
Photo Alexandre GUIRKINGER

C'est un lieu de mémoire méconnu. Près du village de Denting, reposent les ruines d'une ancienne caserne, le ban Saint-Jean, reconvertie, au cours de la seconde guerre mondiale, en camp de prisonniers par les nazis. Ici périrent des milliers de soldats de l'Armée rouge. Étaient-ils soviétiques sans distinction ou majoritairement ukrainiens ? La question nourrit une querelle mémorielle ancienne, tisonnée par le conflit qui fait rage à l'autre bout de l'Europe.

Le ban Saint-Jean,
le 2 novembre.
Vue depuis
la zone de
casernement, où
étaient enfermés
les prisonniers,
vers les maisons
des officiers et
des sous-officiers.

Page de gauche,
un mirador
photographié
en octobre 1945
par le grand
reporter messin
Paul de Busson.



À 2000 KILOMÈTRES DE KIEV, au cœur de la Moselle, est sis le village de Denting, 280 habitants. La commune rurale semble loin, très loin des bombardements qui frappent l'Ukraine. Et pourtant. Denting abrite sur 80 hectares une ancienne caserne, baptisée « ban Saint-Jean », aujourd'hui dévorée par la végétation et réduite à l'état de ruines. Là, entre 1941 et 1944, ont été emprisonnés dans des conditions abominables, en fait tués à petit feu par la faim, la maladie et l'épuisement, des milliers de soldats de l'Armée rouge. Dans un écho assourdi au fracas des armes, le lieu est l'objet d'une dispute entre deux mémoires, celle de l'Ukraine et celle de la Russie. Près de quatre-vingts ans que dure ce contentieux que l'invasion de l'Ukraine par les chars de Vladimir Poutine n'a fait qu'exacerber.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le nationalisme ukrainien a été systématiquement écrasé par le Kremlin dans l'espace soviétique. Le drapeau jaune et bleu y était interdit. Mais ici, au ban Saint-Jean, au milieu de ces vastes plaines agricoles qui ne sont pas sans rappeler les infinis et mornes espaces autour de Kherson, Dnipro ou Kharkiv, il a toujours flotté fièrement, sans entraves, à égalité avec les couleurs françaises. Un symbole de résistance entretenu, génération après génération, par des exilés et

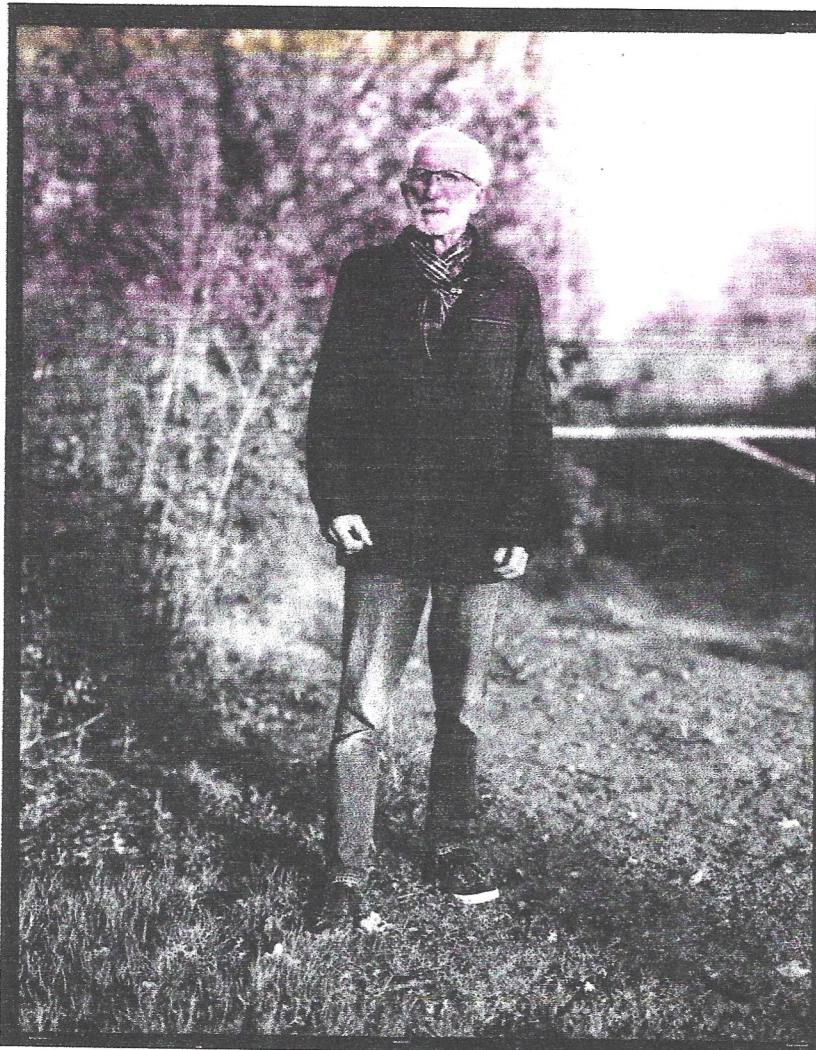
leurs descendants. Au grand dam des représentants russes en France qui n'eurent et n'ont encore cessé de l'étouffer.

Ce jour gris d'automne, à Denting, des employés de l'Office national des anciens combattants victimes de guerre (ONACVG) s'activent à nettoyer un propre carré vert qui jouxte l'ancienne caserne. Au-dessous, à moins d'un mètre, ce fut un charnier contenant plusieurs milliers de corps jetés pêle-mêle par les Allemands. Au-dessus, un monument formé de deux stèles identiques en pierre crème, ornées de deux plaques, une en ukrainien et l'autre en russe. Elles disent exactement la même chose : « Aux milliers de prisonniers de guerre ukrainiens, autres soviétiques morts dans ce stalag ban Saint-Jean 1941-1944. Passant, souviens-toi ! »

« Aux milliers de prisonniers ukrainiens et autres soviétiques »... Voilà les termes de la querelle gravés dans la pierre. Qui a été enterré là ? Les soldats venus sans distinction de toutes les parties de l'ex-URSS, noyés dans le grand ensemble de l'Armée rouge, comme le prétendent les autorités russes en leur volonté de réhabiliter le défunt empire communiste ? Ou des sacrifiés essentiellement originaires d'Ukraine, ainsi que l'affirme la diaspora et, désormais, les officiels du nouveau pays indépendant depuis 1991 ? En visite au ban Saint-Jean, le 11 juin 2017, l'ambassadeur d'Ukraine en France, Oleh Shamshur, n'avait pas manqué de rappeler le sacrifice des Ukrainiens dans la victoire contre Hitler. Alors que le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, entend capter l'héritage de la Grande Guerre patriotique et que ses propagandistes accusent le gouvernement de Kiev d'être le descendant de collaborateurs nazis, ce débat sur le rôle des Ukrainiens est tout sauf anecdotique. L'histoire, ou plutôt son prétexte, est au cœur de l'actuelle guerre, et cette bataille idéologique s'étend jusqu'au ban Saint-Jean.

« Aux milliers de prisonniers ukrainiens et autres soviétiques »... La formule est décidément bien alambiquée. Chaque mot a été pesé au trébuchet, dans un bureau parisien de l'ONACVG avant l'inauguration du monument, en 2017. Gabriel Becker, 78 ans, professeur d'allemand à la retraite, Mosellan passionné par l'histoire de l'ancien camp, sur lequel il a écrit quatre livres à compte d'auteur, était présent lors de la réunion parisienne. « C'était tendu », se souvient-il. Après d'âpres négociations, on s'accorda sur un exorde mi-chèvre, mi-chou. L'ONACVG depuis 2006 le conservateur du charnier. « Notre priorité est de transmettre une mémoire largement oubliée », explique Benjamin Foissey, responsable du département mémoire et citoyen de l'ONACVG. Mais l'office français se retrouve au dépôt de la querelle qu'il enferme. « Les prisonniers étaient notamment ukrainiens mais pas seulement », avance son représentant, en louable exercice de diplomatie.

Les habitants des environs, eux, ne s'empressent pas des finasseries ethniques. « Ici, on parlait des Russes et du camp russe », souvient François Bir, 62 ans, le maire



Gabriel Becker au ban Saint-Jean, le 16 novembre. Cet ancien professeur d'allemand est l'auteur de quatre livres consacrés au lieu. Il collectionne des objets liés à sa mémoire, notamment des articles confectionnés par les prisonniers, comme cette bouteille contenant une scène de crucifixion, ce jouet, ou ce panier tressé avec du fil de détonateur de mine (page de droite).

Denting. C'est peu dire que cette classique synonymie entre soviétique et russe hérisse Ilarion Keim, 71 ans, représentant à Metz de l'Église orthodoxe ukrainienne. « *Il ne fait aucun doute que ces morts sont majoritairement ukrainiens, conteste le prêtre. Parmi les 21 millions de morts soviétiques, l'Ukraine a payé le plus lourd tribut.* »

Le père Ilarion Keim est français et même pur messin. Jean-François pour l'état civil, il a épousé la foi orthodoxe dans sa jeunesse, subjugué après avoir assisté à des messes avec ses copains originaires d'Ukraine, dans son quartier Sainte-Ségolène. Au-delà de la religion, il a embrassé la cause d'un pays, jusqu'à devenir aumônier de l'armée ukrainienne. À ce titre, il a fait des séjours sur la ligne de front à Louhansk, en 2014 et en 2016, en pleine guerre du Donbass. Il était encore en 2021 à Marioupol, bénissant notamment les soldats du régiment Azov qui s'apprêtaient à subir, quelques mois plus, tard l'assaut des Russes et de leurs alliés.

Au ban Saint-Jean, ces dernières années, l'ambiance des cérémonies officielles, organisées une fois par an en été, ne cesse de se crispier, au diapason de la situation internationale. Le 3 juillet, quatre mois après l'invasion russe, la fierté ukrainienne s'affichait plus que jamais : drapeaux au vent, boutons bleus et jaunes sur les poitrines, costumes traditionnels, chants, hymne. Mais l'apparition subreptice d'un petit fanion russe, au milieu d'autres insignes représentant les différentes républiques de l'ex-URSS, a provoqué l'émoi et la colère d'une partie de l'assistance. On échappa de peu à l'esclandre en enrubannant pudiquement l'objet de la controverse. « *Le drapeau russe est le symbole de l'agression. Pourquoi pas le drapeau rouge ou même le drapeau nazi ?* », s'étrangle encore Ivan Dufanets, vicaire de l'éparchie Saint-Volodymyr-le-Grand, l'Église gréco-catholique ukrainienne. Le religieux, originaire du pays agressé, avait menacé de quitter la cérémonie, suivi par une partie de l'assistance.

CE jour-là, Ilarion Keim s'est rangé aux côtés de son confrère catholique. « *J'étais solidaire, évidemment, assure-t-il. Comment commémorer de concert avec les Russes alors que ceux-ci venaient d'envahir l'Ukraine ?* » Le religieux participe de longue date aux cérémonies du ban Saint-Jean. Il regrette depuis quelques années une « *récupération* » par les autorités russes. « *Ils viennent désormais en grande délégation* », constate-t-il. Certains arborent à la boutonnière les couleurs noir et orange de l'ordre de Saint-Georges, symbole historique de la seconde guerre mondiale mais aussi signe de reconnaissance des prorusse ukrainiens. Le face-à-face devient alors irrespirable avec ceux qui arborent les couleurs jaune et bleu au revers du costume. Lors des cérémonies de l'été 2015, juste après l'annexion de la Crimée et en pleine guerre du Donbass, la survenue, dans un bus affrété par le consulat général de Russie à Strasbourg, d'enfants portant l'uniforme soviétique, flanqués d'un orchestre

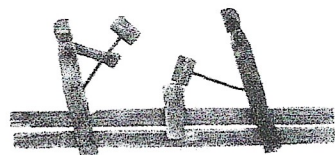
entamant des airs patriotiques de l'ère communiste, avait pareillement semé l'émoi. La partie ukrainienne de l'assistance n'avait pas décollé. « *Désormais, les gens se tournent le dos, regrette Maurice Schmitt, 75 ans, qui vient chaque année en voisin. Il est fini le temps où les participants se retrouvaient autour du verre de l'amitié.* »

La caserne a été construite par l'armée française à partir de 1934, sur les arrières de la ligne Maginot. Les soldats, plus encore les gradés, étaient logés dans des conditions agréables. Comme le lieu semblait malgré tout austère, on l'agrémenta de massifs de fleurs, composées de roses du général de Gaulle, ou roses de la ligne Maginot, une variété créée tout exprès et saluée par le président Albert Lebrun lui-même, en visite au ban le 6 août 1939 en grand cortège, deux ans après son inauguration. Dire si on parlait encore une fois la fleur au fusil... Moins d'un an plus tard, la ligne Maginot était contournée et la caserne du ban Saint-Jean devenait un camp de prisonniers, où furent d'abord regroupés les soldats français en déroute, avant d'être transférés vers les stalags de l'intérieur de l'Allemagne. François Mitterrand s'en évada en 1941.

La même année, le 22 juin, débute l'invasion de l'Union soviétique. La Wehrmacht occupe bientôt le territoire ukrainien. Elle y fait des millions de prisonniers qui sont envoyés vers l'ouest et servent de main-d'œuvre dans l'industrie ou l'agriculture allemandes. Des centaines de milliers d'entre eux sont expédiés vers la Moselle annexée par le Reich, et qui compte à elle seule une bonne centaine de camps ou commandos de travail. Les Slaves, considérés comme des sous-hommes dans la doctrine raciale des nazis, sont particulièrement maltraités. Les soldats prisonniers sont bientôt rejoints par des travailleurs forcés, des hommes mais aussi des femmes, déportés depuis les territoires occupés à l'Est. Ils sont employés dans les usines, les mines de fer ou de charbon, dans les fermes pour les plus chanceux, qui y trouvent un surplus de nourriture et souvent la compassion des paysans locaux.

Après des jours de voyage sans manger ni boire, les prisonniers débarquent hagards des wagons à bestiaux dans la gare de la petite ville de Boulay, rebaptisée Bolchen. Ils franchissent à pied les 5 kilomètres qui les séparent du ban Saint-Jean. Les coups incessants des gardiens et la pente achèvent les plus faibles. À partir de ce camp de transit, les déportés sont dispersés dans la région. L'ancienne caserne est aussi un lieu de « *convalescence* », où reviennent ceux qui sont au bout du rouleau. Dans les faits, c'est un mouiroir où les plus faibles agonisent sans soins.

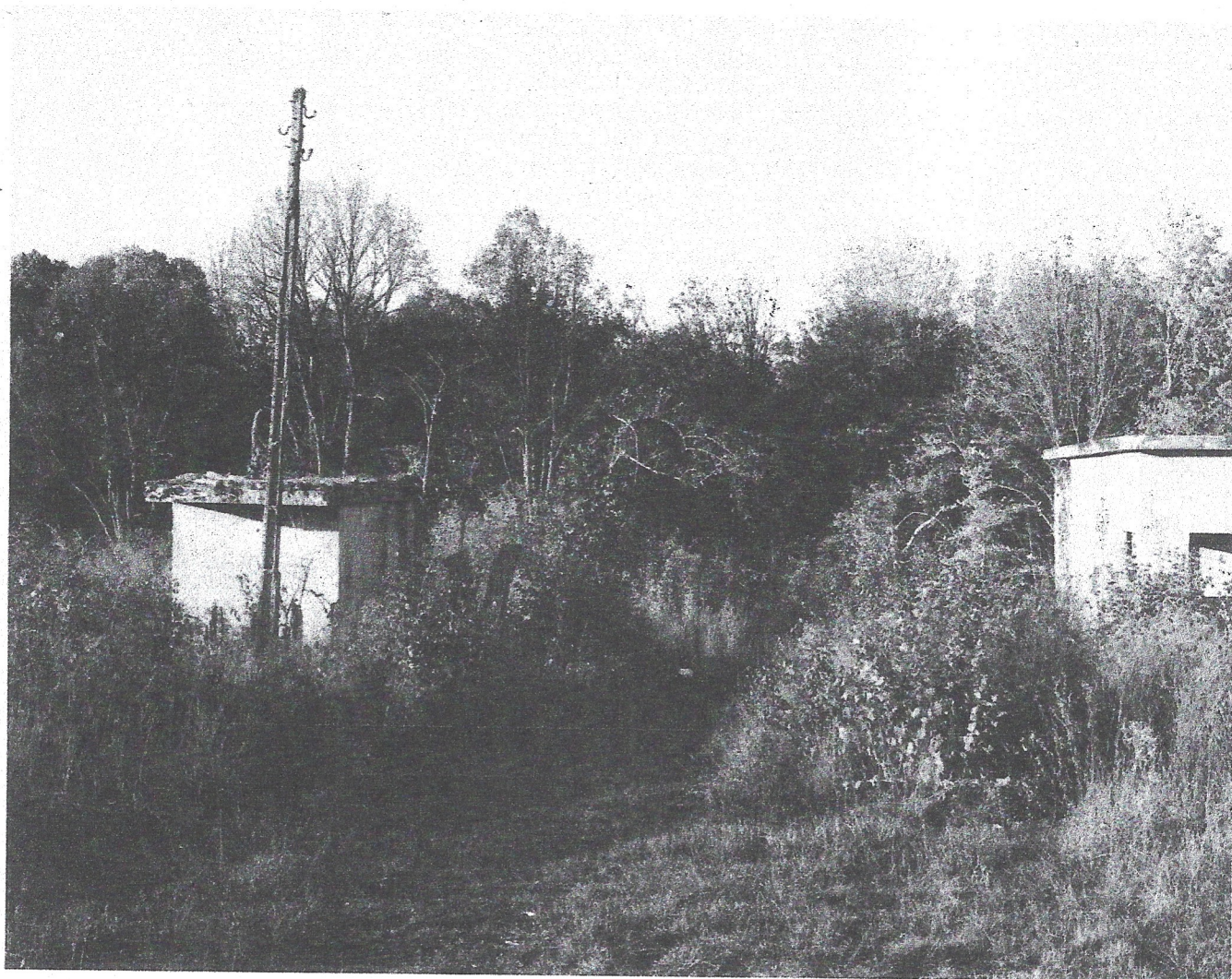
Le ban Saint-Jean est à ce point redouté qu'il est baptisé « *le camp noir* » par les prisonniers. Les hommes y sont entassés. La ration quotidienne se résume à 200 grammes de pain, quelques feuilles de chou et deux patates, selon le témoignage de survivants. Il n'y a plus un brin d'herbe dans tout le camp : les affamés les ont dévorés jusqu'aux racines. La tuberculose, le typhus et la dysenterie font des ravages. « *Parmi les gardiens, au nombre d'une centaine, Schuber* ○○○



Dans le camp, un chemin passait entre les latrines et les écuries, en périphérie du casernement.

Page de droite, deux clichés du photographe Paul de Busson des fouilles du charnier du ban Saint-Jean, en novembre 1945. En bas, des prisonniers allemands exhument les dépouilles.

Ivarion Keim, représentant à Metz de l'Église orthodoxe d'Ukraine, dans l'ancien cimetière juif de Boulay, utilisé par les nazis comme fosse commune.



«... était spécialisé pour tremper les phtisiques dans des bains glacés», écrit *L'Est républicain*, le 6 novembre 1945.

Les morts sont transportés sur des brancards ou dans des tombereaux jusqu'au charnier. En contrebas, à Boulay, d'autres fosses communes ont été ouvertes dans un ancien cimetière juif, dont une partie a été profanée pour laisser de la place. Là sont jetés ceux qui ont succombé lors du transport ou qui viennent du lazaret, officiellement un centre de soins, en fait une anti-chambre de la mort, situé juste en face du cimetière. Les bâtiments ont disparu, aujourd'hui remplacés par un supermarché.

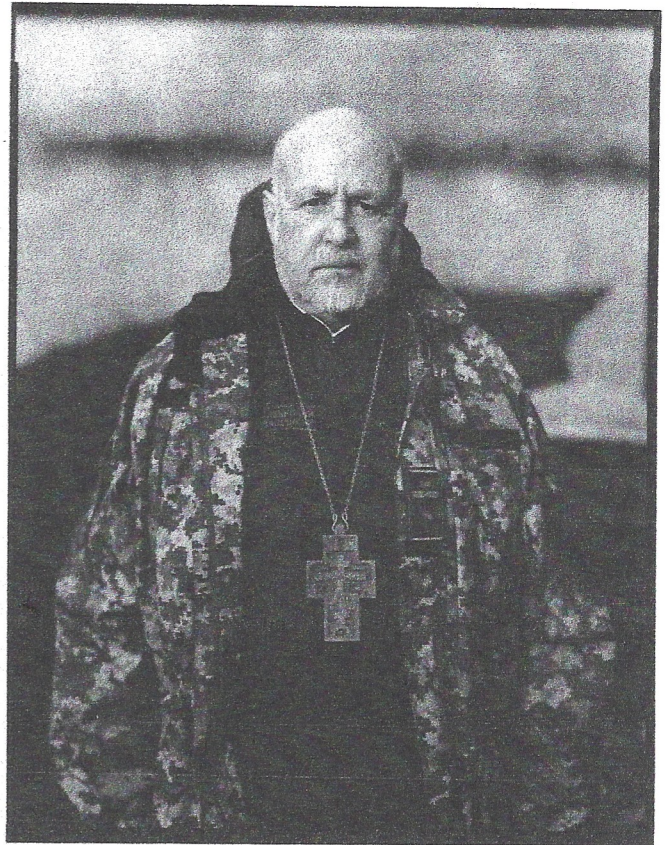
Largement ignorée ailleurs, cette présence de soldats soviétiques a empreint les mémoires familiales en Moselle. Gabriel Becker se souvient de son père lui racontant qu'il partait le soir avec deux seaux de patates et les déversait dans un fossé où il savait que les prisonniers les retrouveraient le lendemain. D'autres habitants leur distribuaient du sel, du saindoux, du tabac. «*Ceux qui se faisaient prendre encourageaient à leur tour la déportation*», raconte Maurice Schmitt. Dans un café de Boulay, les deux hommes sortent

religieusement d'un panier en osier des objets confectionnés par les prisonniers. Corbeille de fruits fabriquée avec du fil de détonateur de mines, autel portatif, bougeoirs, boîtes à tabac sculptées, scènes de crucifixion en polychromie glissées dans des bouteilles en verre, etc. Pieuses reliques que les familles ont conservées jusqu'à aujourd'hui. «*Les prisonniers faisaient cela en remerciement*», assure Gabriel Becker.

En septembre 1944, fuyant l'avancée des troupes alliées, les gardiens allemands emmènent dans leur retraite les prisonniers les plus valides. Quand les Américains libèrent le ban Saint-Jean, le 26 novembre 1944, ils ne recensent sur place que 2 100 malades. Un an plus tard, une commission mixte franco-soviétique vient enquêter sur place. Elle procède à des sondages dans le charnier. Elle constate la présence de plusieurs tranchées, faisant jusqu'à 80 mètres de long, où les hommes sont empilés sur plusieurs couches. Les corps sont impossibles à identifier et même à compter. Ils sont entremêlés et en partie dissous par le chlore et la soude que les Allemands ont aspergés sur eux. «*Une odeur nauséabonde et difficilement supportable s'étend sur tout cet*

ossuaire», rapporte *Le Républicain lorrain*, qui assiste aux opérations, le 16 novembre 1945. La découverte est relayée par la presse locale, mais bientôt aussi par *Le Monde* ou le *New York Times*. Sur la foi de sondages du terrain et de récits, la commission estime à 20 000 le nombre de corps dans le charnier, auquel s'ajoutent 3 600 morts dans l'ancien cimetière juif de Boulay. Les archives soviétiques avancent, elles, que 300 000 prisonniers seraient passés par le ban Saint-Jean. Aucun responsable allemand du camp ne sera condamné.

La commission repart. Les fosses sont rebouchées telles quelles. Une simple croix orthodoxe est plantée sur la nécropole. Il y est écrit en russe : «*Ici reposent 20 000 prisonniers.*» L'armée française réintègre les bâtiments. L'endroit héberge des harkis à la fin de la guerre d'Algérie. Des familles vivent sur place jusqu'aux années 1980. Le ban est aussi un immense terrain de jeu pour les gamins du coin, se souvient le maire François Bir. Puis les maisons sont abandonnées. Elles se dégradent et deviennent le refuge de squatteurs, de skinheads ou le lieu de rave parties. Les toitures sont enlevées dans les



années 1990, hâtant la détérioration du site. En 2006, l'armée vend pour 1 euro symbolique l'ancienne caserne à la mairie et cède la gestion du charnier adjacent à l'ONACVG.

Dès 1945, l'Union soviétique a dédaigné ce lieu de mémoire. « *Les prisonniers russes n'existent pas pour Staline* », rappelle Chrystalle Zebdi-Bartz, 24 ans, qui prépare un doctorat à l'université de Lorraine sur les camps de prisonniers de guerre dans la région. Aux yeux du dictateur, ces soldats qui se sont rendus sont des traîtres. En vertu de conventions honteuses signées notamment par la France, les survivants libérés seront rapatriés de force en URSS et durement sanctionnés, parfois exécutés ou envoyés au bagne. La guerre froide puis l'abaissement du rideau de fer parachèvent l'oubli.

Mais ces morts ne sont pas totalement abandonnés. L'immigration ukrainienne est importante dans l'est de la France depuis la fin de la première guerre mondiale. Des prisonniers qui ont réussi à échapper au retour forcé en URSS viennent renforcer cette communauté. Des commémorations religieuses sont organisées. Le lieu est entretenu par des bénévoles ukrainiens. Dans les

années 1950, une stèle de marbre noir est érigée par l'Union des travailleurs ukrainiens en France. Il y est gravé en lettres d'or, sous le trident, symbole de ce qui est alors une nation interdite, un message en français et en ukrainien : « *Ici reposent 22 800 Ukrainiens victimes de la guerre 1939-1945.* » Quelques années plus tard, une autre stèle apparaît au cimetière de Boulay avec une inscription identique : « *Ici reposent 3 600 Ukrainiens victimes de la guerre 1939-1945.* »

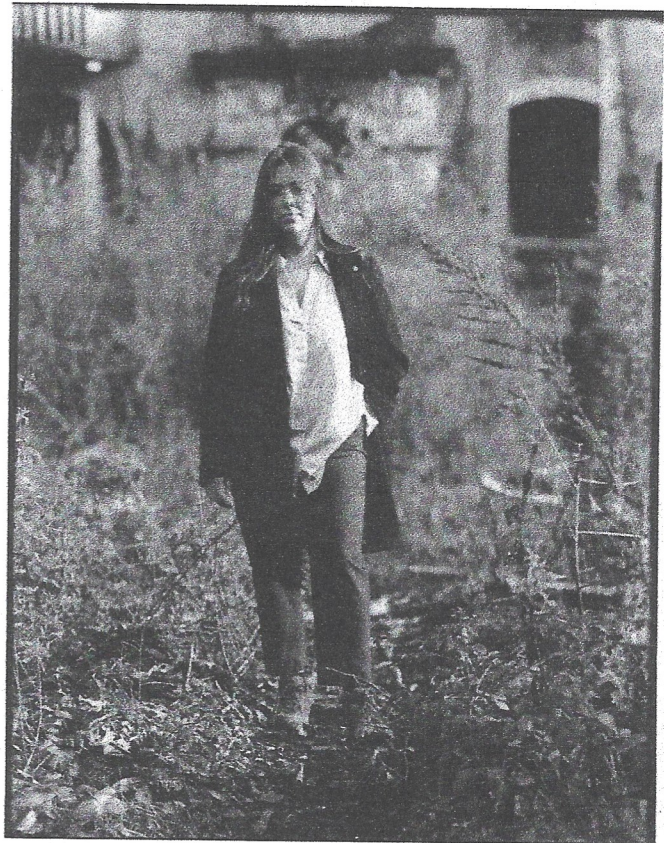
A la fin des années 1970, alors que la russification s'intensifie dans toute son aire d'influence, l'Union soviétique finit par s'agacer de cette bastille nationaliste, fût-ce loin de Kiev. L'ambassade adresse une protestation au gouvernement français, qui cède à l'injonction dans un souci de réchauffement diplomatique. Trois campagnes de fouilles sont alors entreprises, en 1979 et en 1980, au ban Saint-Jean. Sont exhumés 2 879 corps. Ils sont transférés dans l'Oise, à Noyers-Saint-Martin, dans un « cimetière soviétique » tout juste créé. Ils regagnent l'anonymat d'une fosse commune, au milieu d'autres dépouilles

ramenées de différents lieux d'inhumation en France. L'URSS tente ainsi de remettre la main sur ces morts et leur histoire.

Dans leur volonté d'éradication de la mémoire ukrainienne, les autorités soviétiques envisagent également de vider le cimetière de Boulay. Le député et maire, Julien Schwartz, s'oppose à l'oukase. Qu'à cela ne tienne, les croix sont remplacées par des pyramides flanquées d'une étoile communiste. Boulay devient officiellement un « ossuaire soviétique ». Au ban Saint-Jean et à Boulay, les stèles ukrainiennes disparaissent.

Après l'effondrement de l'URSS, les Ukrainiens ne tardent pas à se réapproprier les lieux. De nouveaux monuments en hommage aux « *Ukrainiens morts* » sont érigés au ban Saint-Jean et au cimetière de Boulay. Un événement extérieur va hâter cette reconquête. En 2000, la construction d'une usine de traitement des ordures est envisagée sur le site de l'ancienne caserne. Blasphème et pollution. Des centaines de manifestants, descendants d'Ukrainiens ou gens du coin, protestent côte à côte. De ce mouvement d'opposition naît en 2004, l'Association franco-ukrainienne pour la réhabilitation du charnier du ban Saint-Jean

“L’histoire d’aujourd’hui n’a rien à voir avec celle d’hier, insiste Tatiana Linden, membre de l’Association franco-ukrainienne. Ce lieu devrait nous réunir.” Avant de concéder : “Mais, en ce moment, c’est la haine qui domine.”



La doctorante Chrystalle Zebdi-Bartz (au ban Saint-Jean, le 16 novembre) tente de déterminer le nombre exact de prisonniers et de morts dans le camp, ainsi que leur origine

(AFU). Son but est ainsi résumé par Gabriel Becker, qui en est un des piliers, comme Maurice Schmitt : « *Que cette colline reste la colline du respect et du souvenir.* » L’association s’est pareillement battue contre un projet d’éoliennes. Le plan d’un futur parc photovoltaïque, porté par le maire François Bir, suscite à nouveau débats et contestations. Les plombs de chasse qui trouent le panneau à l’entrée du « chemin de mémoire » menant au charnier témoignent de la véhémence du différend local...

EN portant à son tour la mémoire du site, l’AFU hérite du différend historique. Bien que franco-russe née à Perm, dans l’Oural, Tatiana Linden, 55 ans, est membre de l’Association franco-ukrainienne depuis douze ans. Elle s’était fait remarquer quand elle avait pris pour la première fois la parole. « *Les prisonniers étaient tous des soldats de l’Armée rouge, avait-elle lancé. Comment dire qu’ils étaient seulement ukrainiens ?* » Sa sortie avait fait bondir de leur siège les vieux Ukrainiens de l’AFU, carré originel des protecteurs du site dont le dernier représentant est mort il y a seulement quelques mois. Depuis, Tatiana Linden accueille des familles venues de

toute l’ancienne aire soviétique se recueillir en Moselle. Après des décennies de mépris, les archives militaires concernant les prisonniers de l’Armée rouge sont désormais en ligne en Russie. Des proches ont ainsi retrouvé le lieu de décès de leur père ou de leur grand-père. Ils apportent dans leurs bagages qui de la terre de leur région, qui une gerbe, qui une bouteille de vodka qu’ils laissent en dévotion. « *À chaque fois, ce sont de grands moments d’émotion* », explique Tatiana Linden, qui leur sert de guide et d’interprète. Certains font apposer une plaque en cyrillique avec un nom et un lieu. Ce sont alors des êtres humains qui surgissent des fosses anonymes : Dmitry Souchkov, Oleksii Lobas, Boris Djadjuk, Grigorii Demjan Palii... « *L’histoire d’aujourd’hui n’a rien à voir avec celle d’hier, insiste Tatiana Linden. Ce lieu devrait nous réunir.* » Avant de concéder : « *Mais, en ce moment, c’est la haine qui domine.* »

« *Peut-être qu’un jour reviendra le temps du pardon, assure le père Ilarion Keim. Mais ce n’est certainement pas le moment.* » Le religieux orthodoxe se demande même s’il ne faudrait pas en venir à deux cérémonies à des dates distinctes, une pour les Russes et leurs affidés, l’autre pour les Ukrainiens, plutôt que de continuer ainsi à se regarder en chiens de faïence. On en est arrivé là au cimetière

de Noyers-Saint-Martin, en mai 2022, comme rapporte un article du *Courrier picard*.

Tentant de se mettre à l’abri de ses passions Chrystalle Zebdi-Bartz, la doctorante, veut établir des faits. D’abord sur le nombre de prisonniers de morts au ban Saint-Jean. Les chiffres avancés après la guerre sont aujourd’hui remis en cause par des exégètes qui les estiment surévalués par deux fois dans une proportion de un à dix. Autre interrogation : combien restent-ils de corps au ban Saint-Jean ? Officiellement, le charnier a donc été vidé en 1980, lors des fouilles. Des riverains doutent. « *Pendant longtemps, quand l’agriculteur voisin retournait ses champs, il faisait remonter à la surface des ossements* », explique le maire François Bir. « *Toutes les fois qu’on a fait des travaux et qu’on a creusé, des restes ont surgi* », explique également Gabriel Becker, qui aimerait sanctuariser le lieu.

Chrystalle Zebdi-Bartz tente également de reconstituer la provenance nationale des prisonniers et des morts. Un travail de bénédictin effectué en recoupant les archives soviétiques et allemandes. Elle remet à son tour des noms et des visages sur ces milliers de soldats. « *Ces victimes ne sont pas seulement un enjeu entre l’Ukraine et la Russie, assure-t-elle. Elles ont aussi leur propre mémoire.* » (M)